

Former les futurs forestiers pour faire revivre le palais vert

La première session de formation à la levée du liège a débuté au centre de formation professionnelle et de promotion agricole (CFPPA) de Sartène. L'exploitation de la forêt corse est une condition de sa survie pour le syndicat I lignaghjoli corsu

Au XIX^e siècle, la forêt corse avait été rebaptisée « le palais vert ». Elle était le refuge d'une faune abondante et de quelques bandits autoproclamés « d'honneur ». Elle était aussi exploitée et entretenue. Bois de charpente et de menuiserie, bois de chauffage, charbon étaient produits et exploités sur place.

Aujourd'hui, les exploitants forestiers se font rares. L'entretien des sous-bois et l'exploitation des essences locales sont sporadiques. L'exploitation du liège, longtemps locale, est de plus en plus souvent confiée à des entreprises, contraintes d'aller rechercher leur main-d'œuvre dans la péninsule ibérique ou au Maroc.

La formation initiale cette année au CFPPA de Sartène fait partie des initiatives qui pourraient inverser la tendance. Elle illustre l'association de l'Institut méditerranéen du liège, l'Orlani, le CFPPA et I lignaghjoli corsu, le syndicat, constitué au mois de décembre 2020 et qui regroupe quelque 200 exploitants. « Il s'agit d'une formation technique qui devrait permettre, à terme, d'exploiter le liège corse sur place », note Philippe Mariotti, le président d'I lignaghjoli corsu.

À terme, le président du syndicat d'exploitants forestiers voit deux avantages à multiplier ces formations : premièrement, former des jeunes sur place afin qu'ils travaillent avec un exploitant local ou qu'ils s'installent eux-mêmes. « Les métiers de la forêt sont divers. Cela peut représenter des débouchés pour de nombreux jeunes car il est illusoire de croire que l'ONF emploiera tous les futurs forestiers », constate Philippe Mariotti. « L'idéal serait que la levée de liège entre dans la formation des bacs pro. Il y a des débouchés, dans le privé mais en partenariat avec l'ONF », insiste-t-il. Le deuxième atout, à ses yeux, demeure à terme que la filière bois ne s'évade plus de l'île.

Faire renaître la filière bois



La maîtrise du geste technique nécessite de la pratique.

« La majorité des forêts appartient à des privés. Il est logique qu'ils cherchent de la main-d'œuvre ailleurs quand il n'y en a pas sur place. Le but d'I lignaghjoli corsu, c'est de proposer une main-d'œuvre qualifiée. Mais aussi d'aller jusqu'au bout de la filière. Le liège récolté en Corse est une excellente matière première pour l'isolation. Pourquoi ne pas



I lignaghjoli corsu s'impliquent dans la formation à l'exploitation du liège.

DOC CM

le transformer sur place ? », s'interroge-t-il.

Cette démarche de filière, les exploitants d'I lignaghjoli corsu y croient vraiment. Pour le liège, mais aussi et surtout pour le bois de chauffage et pour l'exploitation

il n'y a pas si longtemps, les exploitants forestiers étaient très peu organisés. Ce n'est plus le cas aujourd'hui », souligne Philippe Mariotti.

Transmettre des savoir-faire, en acquérir de nouveaux et faire

les professionnels recréer les formations corses, celle de la levée de liège qui avait quasiment disparu, c'est donner un espoir à la forêt et faire en sorte que les métiers du bois perdurent... ou reviennent », assure Philippe Mariotti. La dé-

jà le bon vent. Deux démarches de certification sont en cours : « Corsica bois blanche » pour le bois de chauffage et « Lignum Corsica » pour le bois d'œuvre (charpentes, parquets etc.).

Pour arriver à ces certifications, il est impératif que des scieries reviennent le port dans l'île.

« La solution la plus cohérente serait une scierie coopérative. Cela peut paraître utopique mais

renvoie des métiers sur le point de disparaître, mais aussi préserver une forêt souvent abandonnée, c'est le but d'I lignaghjoli corsu.

« Nous sommes un syndicat de professionnels. Notre approche est concrète. Nous savons que la forêt corse est mal en point parce que nous y sommes tous les jours. Faire les outils au usage et le feu, elle est vraiment menacée. Former

marque demandera du temps et de l'argent qu'il faudra aussi aller chercher du côté des pouvoirs publics. Mais l'utilisation rationnée des ressources locales qui préserve aussi un mode de vie, au-delà du littoral, n'est pas anecdotique.

La prêter qu'en matière de résilience, tout n'est pas encore accompli, manifestement.

ISABELLE LUCCIONI